

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 8 NOVEMBRE
N°295 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

voir p. 2

BUDGET
A L'ASSEMBLÉE
CONTRE
LES PAYSANS

«TOUR DE FRANCE» DU CHOMAGE...

- **Beullac à Metz : LICENCIEMENTS CONFIRMÉS DANS LA SIDÉRURGIE !**
- **Barre à Troyes : «PATRONS DU TEXTILE, RESTRUCTUREZ !»**

Poursuivant son tour de France du chômage, Beullac accompagné de Essig, délégué à l'aménagement du territoire était vendredi 5 novembre à Metz, où il présidait des réunions de travail sur la situation de l'emploi avec les préfets de la région et les élus locaux.

Le rapport officiel fait par le préfet de région sur la situation de l'emploi en Lorraine est significatif de la gravité de la situation, même les chiffres officiels fournis par les services gouvernementaux laissent apparaître une forte progression du chômage au cours de ces deux dernières années.

Les quatre départements lorrains : Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et Vosges ont perdu en 74 et 75, 16 500 emplois : 3 000 dans l'agriculture, 9 000 dans l'industrie et 4 500 dans les Bâtiments Travaux Publics. Cette perte est loin d'être compensée par les 7 500 créations d'emploi dans le tertiaire.

L'INSEE estime à 8 600 le nombre d'emplois disparus en Lorraine et à 23 000 le nombre de chercheurs d'emploi supplémentaires ; soit 31 600 travailleurs qui au cours de ces deux années n'ont pu trouver



Encouragement du gouvernement à licencier et augmenter les cadences dans le textile

d'emploi dans la région. 18 900 se sont inscrits à l'agence de l'emploi, les autres ont quitté la région, ou bien ils ne se sont pas inscrits à l'ANPE. Fin 75 le chiffre officiel des demandes d'emploi non satisfaites était de 33 100, il est aujourd'hui de 35 000. Encore faut-il observer que ce chiffre est très nettement inférieur à la réalité, nombre de demandeurs d'emploi n'étant pas comptabilisés, en particulier les femmes.

Suite p. 3

En pages 8 et 9, l'enquête
de J.P. CHAMPAGNY

La Rhodésie de Smith

ESCLAVAGE,
MASSACRES, TERREUR..

Le plan d'austérité
anglais : un jumeau
du plan Barre

Voir p.7

**LORTAT JACOB, DU CONSEIL
DE L'ORDRE, INCULPÉ...
3 ANS APRÈS LA MORT
D'ALAIN FARÇAT
DANS UNE CLINIQUE DE NEUILLY
AU DELA
DES REGLEMENTS
DE COMPTES,
LA MÉDECINE
DU PROFIT EN CAUSE !**

Le professeur Lortat-Jacob vient d'être inculpé par le parquet de Paris pour homicide involontaire, en tant que directeur technique de la clinique Perronnet à Neuilly. Il y a trois ans, Alain Farçat, un jeune étudiant de 24 ans, est mort après une banale opération des amygdales, dans cette clinique, par manque de surveillance post-opératoire. Le 15 juillet, Alain Farçat, qui souffrait d'angines fréquentes, a été hospitalisé à la clinique Perronnet de Neuilly pour se faire enlever les amygdales. Lorsque ses parents se présentèrent le lendemain, après l'opération, pour le voir, on les fait attendre au rez-de-chaussée. Au bout d'une angoissante attente, on leur explique : «Il y a eu un accident. L'anesthésiste est intervenu. Votre fils est en réanimation». Alain ne quittera pas le coma jusqu'à l'instant de sa mort, le 25 septembre, soixante-deux jours après.

Suite p.6

TUÉE PAR LE CHOMAGE

Aujourd'hui obsèques
de Renée Boudouresque

UNE DEMI-HEURE
DE GRÈVE

p.6

ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DE HAUTE-LOIRE : BALLOTAGE

Les résultats de l'élection législative partielle de Haute Loire concluent au ballottage. Sur les 54 296 électeurs, 36 333 sont allés voter (soit 66% de l'électorat). Alors que les trois candidats de la majorité (RI, UDR, Réformateurs) totalisaient 51% des voix au premier tour en 73, le candidat de la majorité (le sénateur RI Jean Proriol) n'en totalise plus que 47,89% environ. Le candidat du PS, Louis Eyraud, passe de 40,5% des voix (pour le PS en 73) à 42,41% cette année.

Le candidat du PCF obtient lui 1,5% de voix en moins (6,5%). Le candidat du front national fait 1,7% et les trotskystes 1,5% des voix. Au total, l'union de la gauche pourrait compter sur un peu plus de 50% des voix au second tour. Cette élection, qui confirme le poids électoral du PS, pourrait lui permettre de retrouver ce siège de Haute Loire qu'il avait perdu en 73 à profit du Dr Simon (RI).

Toulon : LA FRAUDE EN GRAND DE L'AGENCE MOLLARD

Une agence immobilière spécialisée dans la vente de résidences secondaires tient la vedette depuis deux jours, fort à propos semble-t-il pour le gouvernement qui fait grand bruit sur sa prétendue fermeté fiscale vis à vis des gros revenus et de ceux qui s'octroient des «rentes non justifiées».

L'agence en question possède son siège à Toulon, mais sévit sur la France entière. Une enquête des fonctionnaires du fisc vient d'établir que son directeur, le sieur Mollard avait par des jeux d'écriture soustrait au fisc trois millions de francs en trois ans.

l'agence le huit juillet dernier en arrivant au siège central de son agence : une quinzaine de policiers de la brigade financière occupent les lieux et procèdent à une fouille détaillée. Les recherches permettent de mettre la main sur un cahier secret qui révèle le détail des tripatouillages de l'agence. 1500 noms y sont consignés, en face de chaque nom, deux chiffres, l'un fictif donnant le montant officiel de la transaction réalisée, celui qui est déclaré au fisc, l'autre réel, supérieur au premier qui est tenu secret.

Surprise de monsieur Mol-

Suite p.3

PAYSANS

Le budget de l'agriculture devant l'Assemblée Nationale

180 000 EXPLOITATIONS MENACEES DE DISPARITION D'ICI 1980 - 3 -

Quinze jours après le débat sur le plan sécheresse, les questions agricoles sont au centre des discours des députés avec la discussion du budget de l'agriculture pour 1977. Les paysans ne peuvent pourtant guère en attendre qu'une confirmation de la grave insuffisance de l'indemnisation des conséquences de la sécheresse, retenue par le gouvernement (5,5 milliards alors que les pertes, qui ont frappé durement les petits producteurs, notamment les éleveurs, sont supérieures au double de ce chiffre).

Plusieurs textes officiellement parus en août dernier précisent la politique gouvernementale d'aide aux investissements agricoles. Cette politique suit les directives de la CEE de soutien aux exploitations moyennes et d'accompagnement du déclin des zones d'agriculture pauvre (dont la montagne).

LES PLANS DE DEVELOPPEMENT
Le plan de développement est un program-

me détaillé de production, d'investissement et de financement. En cas d'agrément par le préfet, assisté d'une commission réunissant l'administration et les organisations professionnelles, les paysans peuvent recevoir des prêts à taux modérés qui devraient leur permettre d'atteindre en quelques années un niveau de revenu égal au salaire moyen local. Ce système de plans, défini en 1972, est en application depuis 1975.

Sous prétexte de «conseils», il soumet les bénéficiaires potentiels à diverses incitations pour réorienter leur production les faire adhérer aux groupements de producteurs, leur faire recevoir des formations complémentaires, tenir une comptabilité. Ils n'en supportent pourtant pas moins seuls l'entière responsabilité de leurs investissements.

Sur les 30 000 exploitants qui réalisent chaque année des investissements importants, 20 000 ouvraient des chances de bénéficier de plans de développement, c'est à dire que ce nouveau système ne s'adressera pas à ceux qui, trop pauvres, ou sans perspectives, n'investissent pas actuellement. Il ne concerne pas de toute façon les acquisitions de foncier (1/3 des investissements), ni les exploitations



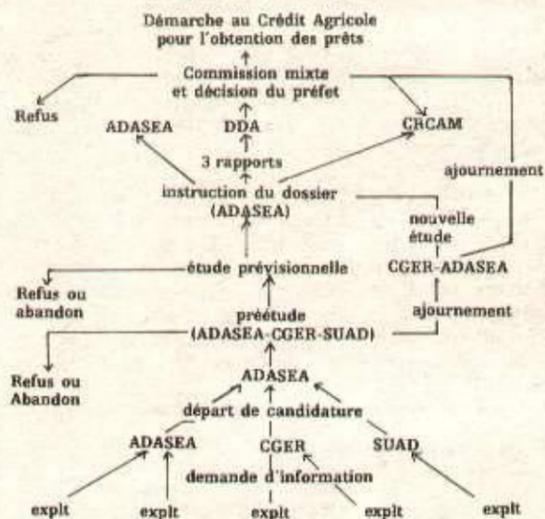
Apt (Vaucluse) : la «guerre» des cerises. Les producteurs contre les importations.

principal de financement des plans de développement sont limités à 220 000 francs par exploitant et assortis de taux d'intérêt pour le rembour-

revenu supérieur au salaire moyen local, d'autres prêts bonifiés peuvent être accordés : prêts aux jeunes agriculteurs (4 %), prêts spéciaux éle-

vage (5,5 %), autres prêts (7 %). Leur montant est généralement plafonné et ils ne peuvent excéder en aucun cas 80 % du financement des projets.

«AIDE» AUX INVESTISSEMENTS DE PLUS EN PLUS SÉLECTIVE



● La procédure.

Comme on peut le voir sur ce schéma, elle est très complexe (!) pour obtenir un plan de développement. Il faut souvent attendre entre un à deux mois entre la candidature et la pré-étude ; trois à six mois entre la pré-étude et l'étude et un à deux mois entre l'étude et la décision d'agrément.

● Ceux qui ont déjà obtenu des plans de développement.

Ce sont des jeunes exploitants. Deux tiers ont moins de 35 ans et sont, pour plus de la moitié, sur des exploitations dépassant 50 ha. Devant la complexité de l'attribution des prêts, il apparaît que les exploitants qui sont candidats aux plans de développement sont pour 50% des responsables professionnels (FDSEA, CDJA) et pour 75% adhérents d'organismes de développement.

● L'aide aux paysans aisés se fera au détriment de la paysannerie pauvre non seulement du fait de la politique de sélectivité renforcée des prêts mais aussi parce que sur le plan foncier, en cas d'IVD (indemnité viagère de départ) priorité sera faite dans les affectations de terres aux paysans titulaires d'un plan de développement.

● ... avec la bénédiction de la FNSEA.

A. Grit, secrétaire adjoint de la FNSEA déclarait récemment son total accord sur la nécessité de la sélectivité : «Loin de contester les grands principes sur lesquels a été bâtie la politique communautaire, nous réaffirmons au contraire notre plein accord sur la nécessité d'une sélectivité des aides publiques. N'était-ce d'ailleurs pas là notre proposition fondamentale bien avant que les plans de développement prennent naissance ?»...



Contre les projets d'aménagement rural : les paysans de Naussac contre le barrage.

n'employant pas au sement compris entre moins une personne à 3,25 % et 5,50 % temps plein.

En cas de succès du plan de développement, Les prêts spéciaux de modernisation, mode ou pour les paysans à

D S E A C D J A de LANTE DIRECTE



Les ventes directes pour protester contre les prix : bas à la production, chers à la vente.

PLUS LA ZONE EST DÉFAVORISÉE, PLUS LES CONDITIONS SONT SEVERES.

Dans les zones défavorisées, de montagne ou non, les conditions pour bénéficier de plans de développement sont très sévères par rapport à la situation des paysans ; les aides existantes pour les bâtiments d'élevage sont maintenues, sans plus. L'objectif officiel paraît être de conserver dans ces zones seulement quelques paysans «compétitifs» utiles aussi pour la sauvegarde du cadre naturel et le maintien d'un minimum d'activité, dans la perspective de l'installation de résidents secondaires.

LE VII^e PLAN ET L'AGRICULTURE

suite

Développer la compétitivité de l'agriculture, c'est mettre en place une politique de crédit à taux réduit («adaptée aux possibilités d'évolution des exploitations») et «attribuer les prêts bonifiés de manière plus sélective» «aux seuls vrais agriculteurs exploitants». On propose ainsi pour tout avenir aux paysans pauvres le départ à la ville et le salariat sans qualification.

La concentration de la production, va encore s'accroître. Or 50% de la production sont déjà réalisés par 8% des exploitants pour le blé et la vigne, 11% pour les fruits et le sucre, 24% pour l'élevage bovin, 30% pour le lait.

La population active agricole diminue de 4% par an depuis vingt ans, et, selon les prévisions officielles,

évoluerait à un taux voisin jusqu'en 1980. De 1974 à 1980, le nombre d'actifs quittant la campagne est évalué à 500 000 et 180 000 celui des exploitations devant disparaître. La proportion de paysans âgés de 55 ans et plus augmenterait sensiblement.

En 1980, la proportion d'exploitations de plus de 35 hectares serait de 64% contre 50% en 1970.

Pour les industries agro-alimentaires, la Commission propose de poursuivre la «restructuration du secteur», de développer leurs profits et leurs investissements à l'étranger, d'où résultera un chômage d'autant plus grave que nombre de petites entreprises de ce secteur qui, ainsi, fermeront, sont situées dans des zones où les possibilités d'emploi sont souvent très limitées.

La saisine du Conseil Constitutionnel par Giscard

UNE PROCEDURE DE CRISE

Les inflexions de la politique extérieure de l'impérialisme français, effectués par Giscard depuis son élection, que ce soit sur la défense nationale, sur la question européenne, sur les rapports avec l'impérialisme US se sont faits progressivement, sans que les tenants de l'ancienne ligne gaulliste n'aient pu les empêcher. Mais Giscard, parce qu'il ne dispose pas au Parlement d'une majorité homogène acquise à son

point de vue sur ces questions n'a pas pu avancer avec la rapidité souhaitée.

Et alors que la question de l'élection au suffrage universel du Parlement européen se pose, il court le risque de voir le Parlement voter contre ce projet, ce qui le mettrait en difficultés et aggraverait la fragilité de son pouvoir. En effet une forte proportion de l'UDR est hostile à ce projet,

Guéna et Debré viennent à nouveau de le confirmer. Quant au PS qui lui est favorable à l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il y a de fortes chances pour que sur pareille question il vote contre le gouvernement ou à la rigueur qu'il s'abstienne. Le sujet est pour Giscard excellent pour réaliser le rapprochement de ses troupes avec celles du PS en écartant l'UDR, mais dans le contexte actuel, l'opération

n'a aucune chance de succès. Le PS ne prendra pas le risque d'apparaître comme le soutien du gouvernement à quelques mois des élections, alors que les travailleurs ont affirmé une opposition massive et catégorique au plan Barre. C'est en substance, ce que signifie la prise de position du PS à travers la déclaration d'Estier disant qu'il ne se prêterait pas à une «opération de politique intérieure».

C'est son incapacité à dégager au Parlement une majorité sur la question européenne qui contraint Giscard à utiliser une procédure différente : la saisine du conseil constitutionnel. L'accord du conseil constitutionnel retirerait un argument à l'UDR et renforcerait l'autorité du projet de loi avant qu'il ne soit soumis au Parlement. Mais la nécessité d'un tel recours, inhabituel dans l'histoire de la V^e République illustre bien la faiblesse du pouvoir giscardien.

Même si, comme c'est probable le conseil constitutionnel reconnaît la constitutionnalité du projet, rien ne sera joué pour autant. Pour Giscard, le risque demeurera d'être mis en minorité au Parlement, avec toutes les conséquences que cela entraînera pour lui.



FRAUDE FISCALE À TOULON

Suite de la p. 1

1500 COMPLICES

La différence entre le montant réel des transactions pour les trois dernières années et le montant déclaré s'élevait à 50 millions. Les commissions touchées par l'agence qui ont été dissimulées s'élevaient à 60 % de cette somme soit trois millions. Ces fraudes ne pouvaient s'effectuer qu'avec la complicité des clients, acheteurs ou vendeurs de résidences secondaires, qui dissimulaient également au fisc le montant de la transaction effectuée.

A la fois par les sommes en cause et par le nombre de fraudeurs concernés, il s'agit d'une affaire de grande ampleur. Mais est-ce la raison pour laquelle les mass media lui consacrent une telle place, en particulier la télévision d'habitude si discrète sur ce qui peut révéler la pourriture du système ?

DES PRATIQUES
COURANTES

De telles pratiques sont monnaie courante, qu'elles soient ou non aussi frauduleuses, et le fisc généralement ferme les yeux. Lors-

que un fonctionnaire intrigué met à jour une fraude, tout se termine bien souvent par des arrangements et des redressements fiscaux à l'amiable. Si dans ce cas précis cela se déroule différemment, c'est pour la même raison que la publicité faite autour de procès de chirurgiens, de vedettes diverses pour fraude fiscale. Le gouvernement cherche à tout prix à redorer son image. Pour imposer son plan d'austérité il lui faut apparaître comme sévère, mais juste, il lui faut donner l'illusion qu'il frappe plus fort les privilégiés que les travailleurs.

UNE OPERATION DE
PROPAGANDE

Le pouvoir est donc prêt à faire payer quelques parasites, à leur reprendre un peu de l'argent qu'ils ont extorqué aux travailleurs pour faire accepter aux travailleurs d'être encore plus pressurés. En l'occurrence le thème de la justice fiscale est un moyen privilégié pour gagner le consensus.

Les partis de gauche ont également mis la «justice fiscale» en bonne place dans leur programme, pour les mêmes raisons essentielle-

ment. Quand ils parlent de «faire payer les riches», c'est aux pauvres, aux travailleurs qu'ils pensent, en espérant qu'une imposition plus forte des capitalistes convaincra les travailleurs de continuer de se

laisser exploiter et même d'accepter un accroissement de cette exploitation. C'est un petit calcul qui mésestime le degré de conscience des travailleurs et que ceux-ci se chargeront dégonfler.

S. LIVET

LICENCIEMENTS CONFIRMÉS DANS LA SIDÉURGIE

Suite de la p. 1

Ce sombre bilan n'a pas empêché le préfet de région et après lui Beullac de déclarer qu'en fin de compte la situation n'était pas si catastrophique que cela car le taux de sous-emploi, c'est à dire le rapport entre demandes d'emploi non satisfaites et population active était inférieur à la demande nationale. Une constatation qui plaira certainement aux chômeurs lorrains !

Pour les années qui viennent les perspectives ne sont pas à l'amélioration, la sidérurgie, principale industrie lorraine annonce des licenciements. Beullac leur a déjà donné son accord : «les responsables de la sidérurgie devront présenter un plan

professionnel. Il y aura certainement des suppressions d'emplois».

C'est la confirmation des 10 000 licenciements dans l'ensemble de la sidérurgie annoncés par Dupont Rival le patron de Sacilor Sollac.

S'adressant aux membres du Conseil Régional, Beullac a conclu sur ces mots : «en Lorraine vous ne devez pas prendre des allures de battus, mais vous devez vous battre (...) Il faut avoir le courage de voir les choses en face». Une déclaration que les travailleurs lorrains entendent mais certainement pas dans le sens que lui donnait Beullac.

S.L.

problemes du marxisme-leninisme

8

1-A PROPOS DE L'OC GOP
ET DE RÉVOLUTION

Révolution, dont la modestie n'est pas la principale qualité, reprochait au Parti de Mao Tse-toung son «incompréhension des origines du révisionnisme moderne».

Cette appréciation ne manque pas de surprendre et même doubler. En effet, comment un parti aveugle sur les origines du révisionnisme pourrait-il lutter sans cesse pour y échapper en mobilisant largement les masses afin que soient extirpés les germes du révisionnisme présents en son sein. Comment alors pourrait-il faire plus que lui résister en restant ferme sur les principales et non en prévenir le développement, en décrivant nettement ce qu'il est : la politique de la bourgeoisie, où il se localise : dans le parti et comment lutter contre lui : par la menée consciente de la lutte entre deux lignes, deux voies, deux classes. Mais aussi, comment un parti qui ne comprend pas les origines du révisionnisme moderne, peut-il précisément être à l'origine de la dénonciation de ce révisionnisme moderne de sa caractérisation comme tel et participer, comme l'a fait le Parti Communiste Chinois, à la lutte idéologique et politique dans le mouvement communiste international. Révolution, qui n'a pas évidemment pris part à cette lutte, puisqu'elle n'existait pas encore, à ce moment-là, n'a-t-elle point toutefois entendu parler du grand débat qui s'est tenu au sein du mouvement communiste international entre les positions du marxisme-léninisme et celles du révisionnisme moderne depuis 1956 et particulièrement dans les années 1963-1964, débat qui contraignit les dirigeants révisionnistes et Krouchtchev à prendre l'initiative de la scission du mouvement communiste international. Certains éléments de cette lutte sont restitués dans le recueil - Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international - publié en 1965 par les Editions en langues étrangères de Pékin.

Il mérite à coup sûr une relecture attentive ; or, Révolution fait précisément comme si, ni ce débat, ni cette scission n'avaient eu lieu, elle affirme même, dans les thèses, celles toutes récentes, de son dernier congrès que dans le domaine international, le révisionnisme krouchtchevien ne constitue pas une rupture qualitative avec ce qu'elle appelle «le révisionnisme stalinien». Comment expliquer alors que notamment dans le domaine international, sur les questions décisives de la guerre et de la paix, de la coexistence pacifique avec l'impérialisme par exemple, le Parti Communiste Chinois ait considéré qu'il y avait une telle rupture qualitative avec les positions antérieures du PC d'Union Soviétique qu'elle nécessitait un tel débat.

D'ailleurs, ce faisant, il situait l'origine de cette rupture et des divergences qu'elle entraînaient au sein du mouvement communiste international d'une manière extrêmement nette. Il indiquait «les divergences ont surgi avec le XX^e Congrès du PCUS». C'est alors que s'est forgée la critique du révisionnisme moderne, sous l'impulsion des partis chinois et albanais. Cette démarche, les luttes qu'elle entraînaient ont permis de dégager clairement le marxisme-léninisme du révisionnisme au sein d'un mouvement communiste existant. Le point de vue de Révolution est qu'à la mort de Lénine et dans les années qui la suivirent, le mouvement communiste international disparaît.

On ne comprend plus alors ces faits qu'ont constitué, au grand jour, de la manière la plus nette pour les prolétaires du monde entier et le débat et la scission au sein du mouvement communiste international. C'est en niant les faits que Révolution affirme sa position. Bien sûr, comme l'indiquent les camarades chinois : «Trois pieds de glace ne peuvent être l'œuvre d'un jour de gel» et les thèses du révisionnisme moderne qui s'affirme au XX^e Congrès du PCUS n'ont pas surgi brusquement, mais s'enracinent dans toute une évolution historique. Cependant, il y a dans les faits, un moment où l'affirmation des positions révisionnistes brise l'unité du mouvement communiste et provoque sa scission, avant cette scission, il y a un mouvement communiste international, après il y a d'un côté les partis révisionnistes, de l'autre, les partis marxistes-léninistes. Nier cette réalité n'est pas sérieux, s'attarder seulement à la recherche des racines lointaines de cette scission n'a de sens que si l'on établit nettement le moment où elle se produit, les responsabilités, les conséquences qui en découlent. C'est précisément ce qu'on fait alors les partis marxistes-léninistes, chinois et albanais. De cette histoire, Révolution donne une version toute personnelle. Peut-être pas si neuve et personnelle que ça ?

(à suivre)

LUTTES OUVRIÈRES

MONTCEAU LES MINES-PUITS DARCY

Grève sur le tas des mineurs de taille depuis une semaine

POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS ÉLARGISSONS LA LUTTE DES MINEURS DE TAILLE !

Les ouvriers descendent à leur poste de travail, mais la production est réduite. Ils sont partis en grève spontanément suite à un protocole d'accord signé par la CGT-CFTC-FO, accordant la 7^e catégorie après... 23 ans dans la filière abattage ! le mouvement continue aujourd'hui. Le problème de son élargissement est actuellement débattu, ainsi que le démontre activement la cellule des mineurs du PCRmi dans ce tract qu'elle a diffusé au puits Darcy.

Les mineurs de l'abatage de Darcy mènent aujourd'hui la lutte pour une juste obtention plus rapide de la 7^e catégorie.

En ce sens, nos cama-

rades se battent pour la revalorisation des salaires et des retraites. Cette lutte, partie du profond mécontentement qui existe à la mine, remet en cause la politique de divi-

sion des Houillères, et les différents accords signés, sans tenir compte des véritables intérêts des mineurs. La lutte des mineurs de taille construit un premier rapport de force contre les Houillères. Cependant, plusieurs questions sont à débattre pour la poursuite du mouvement :

- Comment faire aboutir les revendications des ouvriers de la taille ?
- Comment vaincre les divisions catégorielles ?
- Comment élargir le rapport de force actuel ?
- Comment organiser un mouvement plus large aujourd'hui ?

La grève sur le tas de nos camarades subit déjà les attaques de la direction et diverses manœuvres de division. Aujourd'hui, c'est possible de faire l'unité autour des revendications de base :

- pour revaloriser l'ensemble de nos salaires, c'est 400 F qu'il faut et tout de suite !

- pour que Lévin, Merlebach et tous les accidents journaliers qui tuent et qui mutilent ne se reproduisent pas, c'est à nous, mineurs de faire appliquer la sécurité.

- pour l'avenir du bassin et de notre métier, mobilisons-nous avant d'avoir le dos au mur.

Les difficultés actuelles des capitalistes, de la bourgeoisie de notre pays, traduites par les attaques sans précédents du plan Barre nécessitent que nous soyons forts. Il faut se battre tous ensemble, c'est la seule façon de s'en sortir. Il faut en débattre dans tous les secteurs, au fond comme au jour, à Darcy comme à Rosalet.

Appuyons-nous sur la lutte actuelle pour élargir le mouvement à l'ensemble des travailleurs de la mine !

Cellule des mineurs du PCRmi

Mineurs, prenez contact avec :
P. Variot dit «Carin»
40 rue du Stade
Montceau les Mines

Discutez avec les diffuseurs du Quotidien du Peuple qui seront au portail lundi 8 et mercredi 10 au soir.

LEON GROSSE (LYON) : LA DIRECTION CONTINUE DE RÉPRIMER, LA LUTTE SE RENFORCE

Les ouvriers du chantier Léon-Grosse de Tassin la Demi-Lune vont entamer leur 3^e semaine de grève. Les autres chantiers gagnés ensuite à la lutte, continuent.

La direction, effrayée par le développement de la lutte et sa durée veut envoyer les travailleurs devant les tribunaux de la bourgeoisie : la direction accuse les ouvriers d'atteinte à la liberté du travail. (Pour sauvegarder cette «liberté», elle a d'ailleurs fait appel à des travailleurs intérimaires et à des hommes armés et avec des chiens policiers sur les chantiers) et d'occupation illégale des locaux.

48 ouvriers sont assignés en référés mardi matin et une procédure de licenciement pour «fautes lourdes» serait entamée contre certains d'entre eux. Les travailleurs de Léon-Grosse, tous des travailleurs immigrés, et les travailleurs qui les soutiennent ne sont pas prêts de céder à ces attaques.

ERNSTEIN

SCHLUMPF : 10 000 TRAVAILLEURS AUX «PORTES OUVERTES»

UNE PRISE DE CONSCIENCE NOUVELLE

Aux 5000 de Glück Mulhouse, aux 30000 de Malmerspach, sont venus s'ajouter hier à nouveau plus de 10000 travailleurs avec leurs familles à l'occasion de la journée «portes ouvertes» de l'usine Schlumpf d'Erstein. Cette fois les Bas-Rhinois étaient largement en majorité même si plusieurs cars étaient venus de Malmerspach. Cela montre bien le potentiel énorme d'intérêt, de sympathie et de soutien que suscite la lutte courageuse des travailleurs de Schlumpf parmi de larges couches de la population alsacienne.

On a assisté au spectacle désormais presque classique mais toujours extraordinaire d'une longue file de voitures se suivant lentement dans les petites rues, de la file dense rentrant en un flot ininterrompu malgré la pluie froide, du stand de vente pris d'assaut. Et dans cette foule, tous les visages de l'Alsace laborieuse. Tous n'acceptant pas que les travailleurs fassent les frais des difficultés des capitalistes. Mais Erstein n'a pas été qu'une répétition de Glück et de Malmerspach : une prise de conscience nouvelle s'est manifestée parmi les travailleurs comme il apparaît dans la conversation avec un délégué : «Oui, il faut développer la popularisation et le soutien, oui il faut prendre contact avec les autres usines en lutte. Avec ceux de Clark, nous n'avons pas eu encore le temps et les moyens de les contacter. La propagande pour la journée «Portes ouvertes» ? Oui, elle a été insuffisante, notamment à Strasbourg et au niveau syndical interne. Et nous n'avons pas les moyens d'organiser seuls tout cela.

Et puis, il y a l'expérience, les problèmes techniques...

Il appartient donc aux militants syndicaux, particulièrement à ceux qui ont des responsabilités départementales, ou régionales de rectifier les insuffisances et de tout faire pour développer l'action, élargir le mouvement, le coordonner, de le structurer. C'est ainsi qu'on pourra faire reculer patrons et gouvernement.

La «réception» de Giscard qui viendra à Strasbourg vers le 27 novembre sera une bonne occasion pour élargir le mouvement. Mais nous devons agir dès maintenant. La détermination des travailleurs de Schlumpf sort renforcée de cette journée. L'objectif de leur lutte est clair : «Nous faisons partie d'un groupe et nous nous battons pour l'emploi de tous. S'ils veulent imposer des licenciements, nous riposterons» nous dira un délégué syndical d'Erstein. Un délégué de Malmerspach ajoutera : «S'il le faut, nous irons jusqu'à la grève générale en Alsace afin qu'il n'y ait aucun licenciement».

Correspondant

PAYSANS DU RHÔNE : UNE ANIMATION INATTENDUE RUE DE LA REPUBLIQUE A LYON

Samedi 6 novembre, le CDJA du Rhône entendait faire connaître la situation des petits producteurs de lait aux travailleurs de la région lyonnaise. C'est accompagné de leurs vaches, qu'ils sont venus faire une opération de vente directe de lait cru dans le centre de Lyon, pour combattre les tentatives de division de la

bourgeoisie entre les travailleurs des villes et des campagnes. 1,30 F le litre : «Les calculs du prix de revient font apparaître, selon que pèsent ou non les charges foncières, un coût compris entre 1,21 F et 1,29 F le litre pour une ferme de 15 vaches».

Et parlant de leurs difficultés financières, ils démontaient la propagande bourgeoise qui rend la sécheresse responsable.

«La sécheresse n'est pas la cause de nos difficultés financières, mais elle les a rendu plus aiguës. C'est le problème du revenu des agriculteurs qu'elle a posé».

Ce que veulent les producteurs, ce n'est pas que les masses populaires paient leurs difficultés mais : «La reconnaissance dans le prix de vente des produits agricoles des coûts réels de production incluant la rémunération au SMIG du travail fourni».

Vendant leurs produits aux travailleurs de Lyon, des petits paysans du Rhône affirment ainsi qu'ils sont partie prenante de l'offensive commune à construire aujourd'hui contre le plan de crise de la bourgeoisie.

Correspondant Lyon

Correspondant Lyon

NICE : LES OUVRIERS DE LA SCOM (LA TRINITÉ) ONT ENGAGÉ LA LUTTE CONTRE LE DÉMANTELEMENT DE LEUR ENTREPRISE

Cette usine de 96 ouvriers sous-traite des pièces pour l'usine Westinghouse qui fabrique des ascenseurs à l'Ariane. Les deux usines toutes proches l'une de l'autre appartiennent au trust finlandais Kone. La direction de la Kone vise à restructurer le groupe. Pour préparer son mauvais coup, elle a essayé de confier la sous-traitance que détient la SCOM à une de ses usines espagnoles. Les nombreuses grèves qui se déroulaient l'ont conduite à rechercher une base plus sûre, et c'est une usine allemande du groupe qui a finalement été choisie. Le pays est considéré comme politiquement stable et l'usine devrait être entièrement modernisée, les matières brutes entrant à un bout de la chaîne, l'ascenseur monté sortant à l'autre bout. De cette manière toutes les usines françaises du groupe Kone-Westinghouse n'auront plus aucune rentabilité et seront liquidées en cascade après la SCOM, à commencer par l'usine Westinghouse de Nice.

En 1975 déjà, les travailleurs de la SCOM, puis ceux de Westinghouse entraient en lutte à cause des menaces de démantèlement que le rachat de la société Westinghouse par la Kone faisait peser sur les deux usines. Au terme d'une lutte de deux mois, les ouvriers avaient obtenu le maintien des deux usines pour un an. Mais cette mobilisation ne parvint pas à enrayer la politique de liquidation que la direction suivait depuis 72.

Elle continue à imposer par la suite la réduction des effectifs, licenciant par petits contingents, sous le prétexte de fautes professionnelles, n'hésitant pas à «gonfler» les indemnités de licenciement pour accélérer les départs et provoquant des départs «volontaires» par des pressions de la maîtrise. Les effectifs des deux

usines sont passés de mille en 1972 à deux cent cinquante aujourd'hui.

Ces manœuvres et ces divisions ont été facilitées par la création à l'usine Westinghouse d'un syndicat jaune FO largement appuyé par la direction.

Aujourd'hui, en discutant avec les ouvriers de la SCOM, on s'aperçoit qu'ils sont déterminés à se battre et qu'ils se préparent à une lutte de longue durée ; alors même que la décision de fermeture n'était pas officielle, ils organisaient avec leur section syndicale CGT la popularisation par des affiches et des peintures importantes dans les quartiers et les communes avoisinantes. Lors de la manifestation du 7 octobre, leur cortège était l'un des plus combatifs. Dans le mouve-

ment précédent, ils ont construit une solide unité qu'il faut encore renforcer dans la lutte actuelle mais qui constitue dès à présent un acquis important.

A l'annonce de la mise en liquidation de l'usine, les ouvriers de la SCOM ont débrayé le vendredi 29 octobre tandis que les ouvriers de Westinghouse et de six autres usines de la métallurgie, et des employés de la Mutuelle des Travailleurs venaient manifester leur soutien devant la SCOM.

Si un axe important de développement de la lutte est l'unité dans la métallurgie, la préoccupation principale des ouvriers aujourd'hui est l'unité à tisser avec les ouvriers de Westinghouse qui sont directement visés après eux.

Les questions à résoudre sont nombreuses. La direction déjà a fait déménager cet été, à un moment creux, quelques machines importantes. La question de la vigilance à ce propos est débattue, tout comme les moyens de la lutte et de sa popularisation (comment lutter face à des multinationales), comment développer le soutien dans la métallurgie, avec des autres boîtes, dans le quartier ?

Correspondant Nice

o Caisse d'Épargne de Paris : les grévistes viennent de décider, de poursuivre leur mouvement de grève la semaine prochaine.

LUTTES OUVRIÈRES

Casterman (Bagneux)

Un mois de lutte «LES DIFFICULTÉS NE NOUS AFFAIBLISSENT PAS !»

Nous travaillons dans l'entreprise Casterman qui est l'éditeur des bandes dessinées («Tintin et Milou», «Martine», ...)

● Nous sommes 80, répartis entre le siège social à Paris, rue Bonaparte, un dépôt de vente à Paris, rue Madame, et le dépôt de Bagneux (Hauts-de-Seine-92). Il y a également des VRP.

● Nous sommes une cinquantaine à Bagneux, dont trente-six actuellement en grève.

● Notre travail consiste, pour les unes en un travail de bureau : codage, facturation, comptabilité, classement. Pour les autres, à l'atelier : la préparation des commandes, l'emballage des livres, leur expédition, leur livraison et le service retour.

-Les conditions de travail sont mauvaises :

● Dans les bureaux, nous sommes à l'étroit, le bruit des machines est assourdissant, il fait trop chaud l'été. Notre travail est routinier et l'introduction de l'ordinateur risque de rendre le travail encore plus monotone et plus fatiguant.

● Dans les ateliers, nous n'avons pas d'aération, pas de fenêtres, nous sommes dans la poussière et les courants d'air, nous sommes debout toute la journée et n'arrêtons pas de porter des charges (colis de 5 à 30 kg).

● Enfin au classement nous sommes seulement deux pour faire le travail de quatre.

-Au moment des fêtes de fin d'année et de Pâques, nous sommes particulièrement surchargés...

-Depuis le début de l'année, nous n'avons eu que 4% d'augmentation.

LES PATRONS CRAIGNENT UNE SUITE DE GREVES VICTORIEUSES

-Après discussion entre nous, nous avons décidé, avec nos sections syndicales CFDT et CGT de demander une augmentation de 250 F pour tous. Les cadres restaient en dehors du coup (salaires de 4 000 à 15 000 F) et se sont montrés hostiles à la grève.

-Après discussion entre nous, nous avons décidé, avec nos sections syndicales CFDT et CGT de demander une augmentation de 250 F pour tous. Les cadres restaient en dehors du coup (salaires de 4 000 à 15 000 F) et se sont montrés hostiles à la grève.

-En fait, la direction peut payer, mais d'après ses propres paroles : «Par principe, elle ne veut pas contrarier ses confrères». Il faut savoir que les travailleurs de deux autres entreprises d'éditions viennent d'obtenir satisfaction sur leurs demandes de salaires, après une grève de deux jours (Nathan) et même un simple préavis (Interforum).

-Les patrons craignent évidemment une suite de grèves victorieuses.

-Nous sommes donc partis en grève le 6 octobre, ce qui fait maintenant un mois.

-En effet, la direction a continué d'opposer un refus catégorique à notre deman-

de, se contentant d'une contre proposition dérisoire de 3% (mini 100 F, maxi 150 F) et à valoir sur la prochaine réunion paritaire (qui a lieu le 5) et dont il y a peu à attendre.

-Donc des miettes... que nous avons refusées.

-Régulièrement, nous nous réunissons en Assemblée Générale pour faire le point. Nous avons élu un comité de grève (dix camarades) dont le rôle est d'exprimer le point de vue des grévistes auprès de la direction, et de faire des propositions à l'AG.

VERS UNE LARGE POPULARISATION

Nous venons de faire une bande dessinée qui illustre la lutte que nous menons.

Nous avons organisé des collectes : sur les marchés, et aux portes des différentes entreprises locales (Thomson, Setra, Wagons-lits, ...).

Nous avons informé les travailleurs des autres entreprises d'édition de la région parisienne et nous savons que des collectes sont en train d'être faites.

Nous sommes allés informer directement les travailleurs belges de l'imprimerie de Tournai. Ils se sont engagés à bloquer toutes les commandes venant de France donc à ne pas livrer directement les librairies à notre place.

Notre patron perd 30 millions (AF) par jour, mais cela lui coûte moins cher que ce que nous perdons sur nos petits salaires !

De jour en jour, nous

sommes confrontés à la réalité de la vie quotidienne : traites, assurances, impôts, loyers, rentrée des classes, crèches, nourrices, cantines d'écoles et même le plus vital : la nourriture dont le prix ne fait qu'augmenter.

Mais toutes ces difficultés ne nous ont pas affaiblis. Au contraire, nous nous rendons compte que nous sommes plus unis. A une exception près, nous continuons tous le mouvement.

Vous pouvez venir nous voir sur place (11, rue Patry - 92220 Bagneux - Ligne de Sceaux - Station Bagneux-Pont Royal) ou téléphoner : 656 72 72.

-Les travailleurs et travailleuses en lutte de Casterman
Les sections syndicales
CFDT et CGT

Centre de tri Austerlitz

Non au démantèlement



Au centre de tri à Austerlitz, l'administration des PTT poursuit son plan de démantèlement et de rentabilisation de la poste. Ainsi au transbordement, il manque tous les soirs à peu près quarante postiers pour que le travail puisse se faire dans de bonnes conditions. Les postiers ne sont pas prêts à accepter cette situation où les conditions de travail deviennent intenable, où le trafic ne passe pas en temps voulu, où les piles de lettres s'accumulent.

La direction a refusé de discuter avec les travailleurs du service de transbordement C qui revendiquaient

des effectifs. Ceux-ci, après des discussions en brigade C et D ont décidé d'engager la grève du zèle pour l'embauche d'effectifs. De nom-

breux travailleurs envisagent la grève si la direction ne répond pas à leur revendication.

Corr. PTT Austerlitz



Lip:

12000 TRAVAILLEURS A LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

Dix à douze mille personnes ont participé samedi dernier à la journée «portes ouvertes» à Lip. «Un nombre équivalent à la précédente opération en mai dernier, faisaient remarquer les organisateurs, mais cette fois au cours d'une seule journée». Un succès populaire incontestable que les Lip préparaient depuis plusieurs semaines. A ce deuxième rendez-vous fixé aux travailleurs bisontins, les Lip ont montré un certain nombre de réalisations décidées et entreprises dans l'usine occupée depuis maintenant six mois : outre les jeux de «chômageopoly» désormais bien connus, des assiettes décorées des mots d'ordre de la lutte ainsi que des appareils médicaux élaborés conjointement par les Lip et des médecins progressistes.

S'informant des derniers développements de la lutte des Lip, les participants ont pu prendre également connaissance de l'évolution d'autres conflits en cours grâce aux nombreuses délégations qui s'étaient associées à cette journée : les

grévistes du garage Peugeot à Besançon qui entrent dans leur cinquième semaine de lutte pour l'augmentation des salaires, les sept cuisiniers licenciés de Borel-SORETEF et leurs camarades, mais aussi les «Réo», les ouvriers de la CIP-Bailleur qui vendaient leurs productions, de même que les viticulteurs du MIVOC ainsi qu'une dizaine d'autres délégations.

Au total, une journée animée, une journée de fête qui donnait le sourire à de nombreux Lip, mais l'absence d'un débat d'ensemble sur la situation et l'avenir de toutes ces luttes aujourd'hui n'a pas permis qu'elle soit aussi une journée de réflexion où s'unifient les énergies pour contrer le plan Barre et ses conséquences pour toute la classe ouvrière, et où se précisent les termes d'une offensive commune contre le chômage et pour les salaires. C'est aussi sous cet angle que les Lip examineront aujourd'hui le bilan de la journée de samedi.

«Thé de l'éléphant» (Marseille)

Appel à la solidarité

COMMUNIQUE DU SYNDICAT C.G.T.

Au «Thé de l'éléphant», la grève se poursuit à 100%, c'est-à-dire, fabrication, maintenance, expédition, mécaniciens, femmes de ménage, chauffeurs, et 30% dans les bureaux.

Après plusieurs entrevues avec la direction, les résultats sont loin de satisfaire les travailleurs. Le patron voulait satisfaire les uns au détriment des autres, mais les travailleurs ne sont pas dupes, c'est solidaires qu'ils continueront dans l'unité. Leur courage est exemplaire. Ils se battent pour obtenir deux cents francs de plus par mois et par catégorie et ils sont décidés à se battre jusqu'au bout. A l'heure actuelle, il est impossible de vivre avec un salaire de 1 360 F par mois, même si l'on n'a que seize ans.

Ces quatre jours qui ont animé l'entrée de l'entreprise, ont attiré la sympathie des gens du quartier. Nous demandons à toutes les entreprises de l'alimentation et les autres, de témoigner par des délégations ou des télégrammes leur solidarité au personnel.

Achetez le
Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans
le même
kiosque

● CENTRALE NUCLÉAIRE DE BUGEY (AIN) : POUR LE 13^e MOIS !

C'est depuis jeudi de la semaine dernière que les trois cents ouvriers des chantiers de la centrale nucléaire de Bugey dans le département de l'Ain, sont en grève totale et illimitée. Ils exigent la satisfaction des revendications suivantes : le paiement d'une heure d'indemnité de trajet, le treizième mois, une prime de déplacement.

● CARNAUD (Nantes) : NON AUX 120 LICENCIEMENTS !

A l'entreprise Carnaud (spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques), à Nantes, la direction a fait savoir, il y a quelques jours, qu'elle envisageait de procéder à 120 licenciements. Les 600 travailleurs de l'usine ont fait connaître leur point de vue en manifestant dans les rues de Nantes. Pas un seul licenciement !

INFORMATIONS GENERALES

L'inculpation du professeur Lortat-Jacob

Un pilier de la médecine bourgeoise au banc des accusés

Suite de la p. 1

Les parents du jeune homme déposent alors plainte contre X. Une contre-expertise fait apparaître des négligences graves. Ils se constituent partie civile : aujourd'hui, Lortat-Jacob est inculpé.

« Nous avons pu reconstituer ce qui s'est passé, déclarent les parents. Après l'opération, il a été conduit dans sa chambre au lieu d'être mis en salle de réveil. Alain s'est plaint d'avoir mal. L'infirmière est allée chercher du matériel au rez-de-chaussée et a laissé Alain seul trois minutes. A son retour, il était en syncope cardiaque. Toute l'équipe chirurgicale était déjà partie ! »

Pour sa défense, Lortat-Jacob explique que plusieurs équipes chirurgicales différentes utilisaient la clinique, qu'il n'était pas responsable de cette intervention.

LA MÉDECINE BOURGEOISE EN CRISE

L'inculpation de Lortat-Jacob s'inscrit dans un contexte très particulier. Elle est révélatrice de l'importance des contradictions qui traversent la médecine bourgeoise. Lortat-Jacob n'est autre que le président de l'archi-réactionnaire Conseil de l'Ordre, fondé sous Vichy, pour préserver les privilèges des médecins et fournir un appareil corporatiste à la caste médicale. Depuis son élection à la présidence du Conseil de l'Ordre, Lortat-Jacob s'est distingué par sa fougue réactionnaire, en particulier dans la bataille contre la libéralisation de l'avortement : tournées en province, lettres aux médecins et menaces s'ils acceptaient de soutenir les avorteurs, déclamations contre les « avortoirs ».

Devant cette attitude du Conseil de l'Ordre, la contestation de cette institution par les médecins eux-mêmes a pris une certaine ampleur. Deux mille médecins ont refusé de payer leur cotisation. Lortat-Jacob a fait poursuivre administrativement plusieurs d'entre eux. A l'intérieur même des partis bourgeois, les positions de Lortat-Jacob irritaient. Le Docteur Pons, de l'UDR, n'a jamais caché son opposition au mandarin : le PS prend position pour la dissolution du Conseil de l'Ordre. S. Veil le prend à partie pour faire passer la loi sur l'avortement. Et depuis, sous la pression de la révolte croissante des travailleurs victimes de la médecine à la chaîne, la crise s'aggrave. La publicité peu commune donnée par la presse bourgeoise à une telle affaire confirme cette impression. D'autre part, le père de la victime n'est autre que le directeur des Journaux Officiels et sa mère est directrice adjointe à la direction générale

de la Santé au ministère de la Santé, c'est-à-dire cotoie de près S. Veil...

Face à cette offensive, le patron de combat de l'Ordre est mal à l'aise car il sait que l'opinion publique lui sera hostile. En effet, les accidents de ce type sont quotidiens dans les cliniques et les hôpitaux, les négligences dues aux cadences, à la course au profit sur la santé, sont légion. De nombreux opérés restent infirmes pour leur vie à la suite de ces fautes graves. Les procès se multiplient, surtout intentés

par des éléments de la bourgeoisie (les travailleurs ne pouvant payer les frais et n'ayant aucune chance face aux mandarins devant la justice bourgeoise). C'est pourquoi l'affaire Lortat-Jacob sera suivie avec attention par les travailleurs. Car au-delà de l'affrontement de deux tendances de la médecine de classe (libérale giscardienne et vichyste), elle risque de dévoiler un peu plus les dessous sordides et révoltants de la médecine capitaliste.

P. PUJOL



TUÉE PAR LE CHOMAGE

Aujourd'hui, les enseignants feront une demi-heure de grève, au moment où seront célébrées, à Nice, les obsèques de Renée Boudouresque. Elle est morte à vingt huit ans. Maîtresse auxiliaire que le rectorat de l'académie de Nice avait jetée au chômage en ne lui attribuant pas de

poste cette année, elle n'a pu supporter la situation intolérable dans laquelle elle se trouvait.

Peut-on parler encore de suicide, lorsqu'on sait qu'il y a quelques temps, elle écrivait cette lettre à l'ASSEDIC dont on a retrouvé le brouillon : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance

la situation extrêmement difficile et quasi désespérée dans laquelle je me trouve. Je me trouve sans aucune ressource, ne pouvant percevoir les allocations de chômage car je n'ai pu effectuer l'an dernier que des suppléances. De ce fait, je ne totalise pas le nombre d'heures requises. Je ne puis disposer d'aucune aide familiale, mes parents étant eux-mêmes dans l'indigence. Je suis à bout de ressources, sans travail ni logement (je suis actuellement hébergée chez des amis, avec toute la gêne matérielle que cela occasionne, l'appartement étant étroit). A cette situation inextricable viennent s'ajouter des ennuis de santé qui nécessitent des frais auxquels je puis difficilement faire face ».

Il est donc probable que la situation de la jeune femme était donc connue des services officiels et du rectorat. Elle est pourtant restée exactement la même, comme c'est aussi le cas pour des milliers de maîtres auxiliaires touchés par le plan de résorption de l'auxiliaire mis au point par le ministère de l'éducation nationale. Il y a là déjà une mort terriblement accusatrice. Mais cela n'a pas suffi à messieurs Haby et Pastour, recteur de Nice. Une fois Mlle Boudouresque morte, ils ont voulu la salir !

Le recteur de Nice veut-il se justifier en annonçant que son département est « L'un de ceux où l'on compte le plus faible nombre de maîtres auxiliaires sans emploi ? ». Cela change-t-il la moindre chose à la situation de la jeune femme ?

Haby, de son côté, est allé sortir de ses fichiers non publics, le fait qu'elle avait eu huit sur vingt comme note administrative. Voudrait-il insinuer par là que Renée Boudouresque n'était pas faite pour l'enseignement et « qu'on l'avait bien prévenue ». Il le semble bien, et tout en montrant que le ministère se sent impliqué par cette mort, c'est scandaleux : les notes distribuées lors des inspections, où hâtivement attribuées par les chefs d'établissement concernent : l'assiduité, la pédagogie, la discipline dans la classe. Et l'expérience a prouvé qu'elles servent principalement à réprimer les enseignants non conformes au moule ministériel. Le combat que mène Jacques Papinski en est une preuve.

En quelques semaines, deux enseignantes se sont tuées. L'une ne parvenait pas à enseigner dans les classes pratiques où on l'avait nommée. L'autre s'est sentie impuissante à briser un mur auquel se heurtait plus d'un million de travailleurs : le chômage. Toutes deux pensaient être utiles en enseignant.

Quels motifs viennent alors à la pensée ? « Actes désespérés », selon la formule ? Non, crimes.

E.B.

CE QUE LE RECTORAT N'A PAS DIT : RENÉE BOUDOURESQUE ÉTAIT IPESIENNE

La première réaction du recteur a été de dire qu'il n'y avait que 11 maîtres auxiliaires au chômage à la rentrée, et que des suppléances se présenteraient en cours d'année. Il prétend aussi ne pas avoir reçu la lettre désespérée dont on a retrouvé le brouillon. Le lendemain, la tactique était déjà différente, et Haby a été jusqu'à dire que « la formation pédagogique peut améliorer les conditions de l'enseignement, mais pas transformer une personnalité faible en caractère fort ». La télévision au milieu de ce fracas de déclarations diffuse des images de manifestations où l'on voit la jeune enseignante. Cela semble tomber fort à propos !

Une chose n'a jamais été dite : elle était IPESienne, c'est à dire, avait réussi un concours de l'Education Nationale,

selon lequel les étudiants signent un contrat de dix ans avec l'Etat, qui leur paye trois ans d'études pour préparer le CAPES. Comme telle, elle devait obtenir un poste, par contrat. Devait, car sa situation est celle de la majorité des IPESIens qui n'ont pas obtenu le CAPES, et qui ne peuvent pas rembourser leurs études. En effet, il leur faut ne pas obtenir de poste pendant un an, pour être libérés de leur engagement décennal.

Un autre fait mérite attention : Haby prétend se justifier à l'aide de l'exemple de sa sœur, maîtresse auxiliaire également, en disant qu'elle, « rest apte à enseigner ». Or, elle n'a jamais été inspectée. Les notes pédagogiques viendraient-elles alors des fichiers de la police établis après les manifestations ?

POLITIQUE

Rocard au Club de la Presse (Europe 1)

UN PS QUI RASSURE LES PATRONS ET A PEUR DES TRAVAILLEURS

Rocard est venu s'expliquer hier soir au micro d'Europe n°1 devant une dizaine de journalistes, quelque peu embarrassé et satisfait du résultat du sondage fait auprès des patrons : 50% des patrons interrogés font confiance à « la compétence de Michel Rocard ». Il a donné un certain nombre d'apaisements à la bourgeoisie. « Avec la gauche au pouvoir, les actionnaires seront mieux traités qu'aujourd'hui », et développé l'analyse économique du PS. « Le plan Barre, va s'accompagner d'un chômage plus fort : c'est un problème difficile. Nous ne nous sortirons pas demain de ce problème sans transformer les circuits financiers, sans mettre sur pied un grand secteur public ».

Sur l'inflation « Depuis les dernières années, l'inflation va en grandissant. Je n'en veux pas à Giscard car c'est un problème mondial » a-t-il déclaré sans proposer rien de différent de l'esprit du plan Barre. « Pour réduire l'inflation, il faudra renforcer la surveillance des systèmes de prix et avoir une politique de financement des investissements non inflationnistes ». Interrogé sur les propositions de nationalisations de Ségué, il a réaffirmé la volonté du PS de s'en tenir

à celles prévues dans le Programme Commun : « Une nationalisation, c'est une affaire difficile. Il faut encore que cela réussisse compte tenu du rapport de forces internes et internationaux. Le Programme Commun, tel qu'il existe, est un équilibre ».

Il a confirmé que le PS était prêt à gouverner avec Giscard, à condition que celui-ci s'appuie plus sur le parlement (donc sur le PS). Enfin, tout en croyant à la victoire de la gauche, Ro-

card a exprimé l'inquiétude du PS face à la méfiance qui se développe dans les masses par rapport à la politique qu'il ferait après 78. « L'ensemble de l'opinion est inquiète certes de la capacité de la droite, mais aussi de celle de la gauche à maîtriser les questions économiques... Vous dites que nous sommes moins bien compris des jeunes, cela ne m'étonne guère, car nous sommes à la veille d'échéances gouvernementales décisives ».

Enfin, Rocard a souligné avec insistance la volonté du PS de tout faire pour sauver la bourgeoisie du mauvais pas dans lequel elle se trouve : « Pour nous, le capitalisme est engagé dans sa phase terminale. Dans ces conditions, ce qui est opératoire c'est l'engagement à cinq ans. Il faut dresser la liste des réformes de gestion dans cet esprit. Pour nous la lutte de classe est un fait et non un souhait ».

Des garanties pour les patrons, un super-plan Barre pour les travailleurs, voilà donc rappelées une fois de plus les menaces d'un PS, d'ores et déjà incertain de sa capacité à obtenir le « consensus social » de la part des travailleurs.

« Le Comité directeur du PS qui s'est tenu le week end dernier, a souligné l'attachement du PS au Pacte Atlantique, à la poursuite de la politique militaire nucléaire et à aller dans le sens d'une intégration de la défense européenne. Il a d'autre part, décidé d'accélérer les négociations pour les élections municipales. Le PS entend se placer très rapidement, par rapport à ses alliés, pour traduire sa position de parti dominant de la gauche au niveau des résultats municipaux ».

7^{ème} CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

NOTRE AGRICULTURE A CONNU UNE VÉRITABLE RÉVOLUTION

Notre Parti du Travail, éclairé par le marxisme-léninisme, a tenu et tient toujours compte du fait que l'édification du socialisme exige en même temps qu'une industrie développée, une agriculture avancée et moderne. L'agriculture constitue la base de notre économie, c'est elle qui détermine et c'est d'elle que dépend dans une grande mesure la réalisation des objectifs dans les autres branches, l'élévation du bien-être général du peuple et le renforcement de la capacité de défense de la patrie.

Notre agriculture a connu une véritable révolution dans tous ses secteurs, une puissante base matérielle et technique a été mise sur pied, qui contribue toujours plus à son intensification. Les productions végétales et animales se sont accrues d'année en année à des rythmes accélérés, satisfaisant ainsi toujours

mieux les besoins de notre peuple et de notre économie. Au cours du seul quinquennat écoulé la production de céréales a augmenté de 35%, celle de blé de deux fois, de coton de 48%, de betterave sucrière de 76%, de lait de 47%, etc... Notre campagne socialiste a complètement changé d'aspect, tandis que le mode de vie et le bien-être de la paysannerie ont incomparablement progressé par rapport au passé. Tous ces succès témoignent de la justesse de la ligne du Parti, de la justesse de la voie qu'il a tracée pour la transformation socialiste, des campagnes. La collectivisation de l'agriculture, qui a été réalisée en temps voulu et graduellement, ainsi que la consolidation continue de la propriété commune, montrent la supériorité et la vitalité du système coopératif socialiste, même en ce moment ou partout dans le monde,

Dans son rapport au 7^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Enver Hodja, premier secrétaire du Parti, a tracé, en particulier, le bilan du développement de l'économie socialiste et les perspectives ouvertes par le nouveau plan quinquennal (1976-1980). Nous publions aujourd'hui un passage consacré aux victoires remportées dans le domaine de l'agriculture.

non seulement dans les pays sous-développés mais aussi dans les pays prétendument avancés, une grande pénurie de produits agricoles se fait sentir. Beaucoup de ces pays, y compris l'Union Soviétique révisionniste, tendent la main à l'impérialisme américain pour lui demander du pain. Les pays révisionnistes sont tenaillés par de graves crises de leur agriculture, précisément parce qu'ils ont négligé les campagnes, se sont opposés à la collectivisation et ont ainsi laissé le champ libre au mode de production capitaliste dans les campagnes.

L'objectif principal du parti dans l'agriculture au cours de ce quinquennat est de faire en sorte que notre pays se suffise en pain. Le plan prévoit d'assurer cette année, et durant chacune des années du quinquennat en cours tous les besoins du pays en céréales panifiables,

d'augmenter les réserves de l'Etat en grain, et aussi de créer graduellement de ces réserves dans les exploitations agricoles, de compléter encore mieux la base de l'alimentation du bétail. La production de céréales panifiables prévue pour 1980, sera supérieure de 56-60% à celle de 1975, et pour les pommes de terre, cet accroissement sera de l'ordre de 48-50%.

La première année du quinquennat s'est conclue par une grande victoire. La paysannerie coopératrice et les autres travailleurs de l'agriculture ont accompli avec succès le plan de production de céréales, réussissant ainsi, pour la première fois, à assurer dans le pays même, le pain de la population. La production de céréales cette année est de 30% supérieure à celle de 1975, qui fut pourtant l'année record en ce qui concerne cette production.

Le plan d'austérité Anglais, un jumeau du plan Barre !

On le sait, Barre admire beaucoup la politique économique de son collègue britannique Healey qui, il est vrai peut compter sur le soutien direct des dirigeants syndicaux qui sont dans son propre parti. Le ministre vient de faire quelques déclarations au « Monde » qui dévoilent sans fard la nature de son plan. Alors qu'il s'était fixé pour objectif officiel de réduire la hausse des prix de

14 % à 7 % d'ici à fin 77, il reconnaît sans ambages qu'il n'y a « plus aucune chance de réaliser cet objectif ». Selon lui, le renchérissement des produits importés entrerait pour 50 % dans cette hausse « inévitable » tandis que la hausse des salaires y entrerait pour 30 %. En clair, les pays du Tiers Monde et les travailleurs à qui la politique du « contrat social » avec les syndicats a fait perdre une

part considérable de leur pouvoir d'achat sont rendus responsables de la hausse des prix. Cet argument est particulièrement fallacieux alors que les salaires sont bloqués depuis deux ans à des taux bien inférieurs à la hausse des prix (6,5% en 75 et 4,5% en 76 pour les salaires contre 14% avoués officiellement pour les prix) ce qui signifie qu'en réalité le pouvoir d'achat des travailleurs a considérablement baissé. Mais de toutes façons, cela ne semble pas beaucoup inquiéter Healey et il n'en affirme pas moins son intention de continuer dans la voie qu'il s'est tracée : « Il n'est pas question » affirme-t-il très fermement « de modifier les normes actuelles du blocage des salaires ». Les prix peuvent monter, mais les salaires eux surtout pas !

Enfin, il nous annonce ingénument le résultat du plan de son admirateur Barre : la limitation de la hausse des prix échouera, par contre le blocage des salaires, lui sera fermement appliqué. C'est qu'en fait, le but de l'opération n'est pas là : « L'objectif des rémunérations, précise Healey, est de réduire le taux d'inflation. Il précise par ailleurs « il est important de distinguer entre inflation et hausse des prix ». Mais nous avons besoin aussi de transférer des ressources à l'industrie. » Pon-

tionner les travailleurs pour mieux investir pour restructurer, licencier, voilà ce que cela signifie !

D'ailleurs il n'hésite pas à ajouter : « Les Trade Unions (syndicats) sont également tout à fait convaincus qu'il faut éviter le retour au « chacun chez soi ». Histoire de nous rappeler aussi comment la famille « socialiste » de Mitterrand sait traiter les revendications des travailleurs.

● NORVÈGE : Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, le week-end dernier, devant le parlement, pour protester contre les provocations du social-impérialisme dans la mer de Barents ; les manifestants dénonçaient notamment les essais de missiles soviétiques dans les eaux norvégiennes, les attaques contre les chalutiers norvégiens, les infiltrations autour de l'archipel des Spitzberg. Un meeting a suivi, où les participants ont souligné la gravité de la situation actuelle, dans laquelle la Norvège risque de perdre son territoire et ses eaux au-delà du Cap-Nord.

PARIS : EXPULSION ARBITRAIRE DE 4 ÉTUDIANTS IRANIENS

A la suite d'un attentat, le 2 novembre contre un diplomate iranien, membre de la Savak, la police de Poniatowski a jeté en prison un grand nombre d'Iraniens vivant en France. Deux d'entre eux ont été inculpés de l'assassinat. L'un d'eux est secrétaire de la Confédération des Etudiants Iraniens (CISNU), l'autre est un militant de cette organisation. Le déroulement même de l'enquête soulève de nombreuses questions.

Et d'abord une question préalable : les Brigades Internationales qui ont revendiqué cet attentat ont déjà agi à plusieurs reprises contre des diplomates de dictatures fascistes, Uruguay, Bolivie, Espagne accompagnant leur action du nom d'un révolutionnaire assassiné par ce régime, comme cela a été fait cette fois-ci, les auteurs de l'attentat ayant emprunté le nom d'un révolutionnaire iranien assassiné en 1973 par le régime du Chah. Pourquoi la police s'est-elle précipitée sur les organisations iraniennes, alors qu'il y a de tel précédents !

Cette question en amène une seconde, concernant les méthodes même de l'enquête : le commissaire de police responsable de la brigade anti-criminelle a déclaré qu'il avait pris la liste d'Iraniens notoirement connus de la police pour leur opposition au Chah et qu'il avait effectué une perquisition. Qu'est-ce qui a amené l'arrestation de nombreuses personnes, près d'une vingtaine, qui toutes étaient en règle ? Le fait que des étudiants iraniens soient venus de plusieurs pays d'Europe en raison d'une conférence de leur organisation n'est sans doute pas étranger à cette descente de police.

De quelles preuves la police dispose-t-elle enfin ? D'une seule : le témoignage d'un policier blessé sur les lieux de l'attentat qui affirme avoir reconnu formellement les deux auteurs de l'attentat qu'il a aperçus alors.

Comment peut-il reconnaître formellement des personnes qu'il n'a qu'entre vues et qui selon les témoignages recueillis jusqu'alors avaient un bas sur la figure !

Derrière ces questions se découvrent les deux volets de ce qui constitue l'affaire, et cela n'a qu'un rapport indirect avec l'attentat lui-même, dont les auteurs ont publié un nouveau communiqué samedi matin, dans lequel ils affirment qu'ils sont Français.

Le premier volet est dans l'apologie de l'efficacité de la « brigade anti-criminelle », qui a livré deux coupables en un temps record et pour cause, elle n'a pas fait d'enquête. C'est une opération policière à grand spectacle pour faire croire que le « terrorisme » est le fait des organisations progressistes étrangères, elle prépare en fait un accroissement important du contrôle policier sur les organisations et contre les organisations révolutionnaires en France.

Si la police s'est précipitée sur les Iraniens - c'est là le second volet de l'affaire - n'est-ce pas que le Chah et le gouvernement français ont tissé des liens très étroits ? Cette tentative scandaleuse d'inculper des progressistes étrangers sans l'ombre d'une preuve est la matérialisation de cette collaboration policière à l'échelle internationale dont Poniatowski s'est fait le champion.

DERNIÈRE NOUVELLE : les quatre étudiants qui se trouvaient en compagnie des policiers blessés ont déjà été expulsés. La police refuse leur témoignage pour l'alibi de leurs camarades en prétextant qu'ils sont tous complices. En expulsant les témoins, elle risque encore moins d'être contredite !

URSS-Soudan : des « échanges culturels » impérialistes

Le gouvernement soudanais vient de rompre ses accords d'échanges culturels avec l'URSS. En effet le gouvernement de Brejnev exigeait de fixer lui-même la liste des étudiants qui viendraient dans les universités russes : le gouvernement soudanais a repoussé cette ingérence inadmissible. Si le social-impérialisme tient à promouvoir la « coopération culturelle » avec les pays du Tiers Monde, c'est pour former des gens qui soient à son service et puissent favoriser sa pénétration à leur retour dans leur pays. En URSS, les étudiants africains et asiatiques sont victimes de

l'oppression et du racisme, leurs activités politiques sont étroitement contrôlées ; et en plus le régime de Brejnev veut choisir ceux qu'il estime les plus dociles. De même l'URSS offre sous des prétextes humanitaires de se charger de l'éducation d'enfants d'un certain nombre de pays qui se trouvent dans des camps de réfugiés ; c'est la même « charité » que celle de l'impérialisme US qui déporte des enfants coréens et indochinois pour les adopter.

De plus en plus, les peuples du Tiers Monde rejettent ces fausses aides impérialistes.

Pologne : les ouvriers d'Ursus exigent la réintégration de leurs camarades licenciés

889 ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus ont envoyé, le jeudi 4 novembre, à Gierek, secrétaire du Parti Ouvrier Unifié, une lettre dans laquelle ils exigent la réintégration de tous leurs camarades licenciés à la suite du mouvement de lutte contre la hausse des prix du 25 juin dernier. Ce mouvement avait été sauvagement réprimé par la police de Gierek, qui avait assassiné onze personnes parmi les grévistes ; de nombreuses personnes avaient été arrêtées, environ deux cents autres licenciées.

Dans leur lettre, les travailleurs d'Ursus exigent que leurs camarades victimes de la repression retrouvent leur emploi aux conditions antérieures à leur licenciement, et que leur salaire leur soit versé intégralement pour toute la période où ils ont été contraints au chômage.

La Rhodesie de Smith

En rentrant de la Conférence de Genève, Smith a précisé que, pour lui, «le gouvernement de la majorité n'était pas le gouvernement de la majorité africaine, mais celui d'une majorité responsable». Alors qu'il prétend défendre la civilisation, qu'il parle d'égalité, et de «défense des droits de la minorité», il faut dénoncer la terreur que ce régime au service de l'impérialisme exerce sur le peuple du Zimbabwe, terreur qui n'obtient d'autre résultat que de

ESCLAVAGE,

renforcer la haine et la volonté de lutte des paysans qui continuent, malgré la répression à soutenir la guérilla et s'évadent des «villages protégés» pour la rejoindre.

Face aux atrocités des tenants de ce régime, les patriotes sont déterminés à ne leur faire aucune concession et ne peuvent envisager de leur laisser la moindre part du pouvoir.

LES CONDITIONS DE VIE DES OUVRIERS AGRICOLES



Dans un village protégé : contrôle permanent.

Les conditions de vie et de travail des ouvriers agricoles au Zimbabwe s'apparentent à l'esclavage. Il s'agit de très grandes exploitations qui s'étendent sur des dizaines de kilomètres. Les travailleurs sont employés à la cueillette du coton, y compris les enfants qui ne peuvent donc aller à l'école. Ces bagnes qui peuvent rassembler jusqu'à huit cents travailleurs sont gardés par des policiers et des réservistes avec des chiens.

Les ouvriers doivent habiter des huttes de terre couverte de chaume, par-

fois rafistolées avec du plastique et du papier, situées à des kilomètres de la ferme. Ils n'ont pas le droit d'avoir des logements décentes en dur, ils ne peuvent s'installer, car le patron peut les chasser d'un jour à l'autre. Ils ne peuvent quitter la ferme ou recevoir des visites qu'avec l'autorisation du patron. Les Africains font tout le travail dans l'exploitation, le rôle des blancs est de les surveiller, un fusil à la main, prêts à brutaliser celui qui ne travaille pas assez vite. Quand les racistes transportent les ouvriers africains d'un endroit de l'ex-

ploitation à un autre, ils les entassent dans une remorque, n'admettant pas qu'ils puissent s'asseoir dans la cabine.

L'ouvrier agricole africain reçoit par mois 25 kg de maïs, 4 kg de viande et dix dollars rhodésiens, alors qu'un employé blanc gagne 200 dollars.

La vie dans les fermes est tellement insupportable que de plus en plus de travailleurs, malgré toutes les interdictions de circuler, s'enfuient et vont rejoindre les rangs de la guérilla pour libérer leur patrie et pouvoir travailler

la terre eux-mêmes au lieu d'être exploités. C'est ainsi que de nombreux attentats et opérations militaires ont lieu contre les grandes fermes des colons. La presse bourgeoise présente souvent ces colons comme des «victimes civiles», «fermier tué à la frontière mozambicaine», dit par exemple la presse. En fait, comme on le voit, ces colons sont de véritables esclavagistes qui, de plus, disposent de fusils, de mitrilles et de chiens pour opprimer les travailleurs et n'hésitent pas à tirer sur tout «suspect» qu'ils rencontrent.

DANS LES ZONES «PROTÉGÉES» LA CHASSE A L'HOMME

Comme l'ont fait tous les colonialistes et les impérialistes, le régime de Smith combat une guerre de libération en tentant d'isoler et de dissocier les combattants du peuple. Pour cela, il a quadrillé le pays. Il y a des zones «opérationnelles» interdites : les villages ont été rasés, les cultures détruites, toute personne qui s'y trouve est immédiatement abattue. Il y a des zones «protégées» où plus d'un demi-million de paysans ont été déportés dans des «aldeamentos» analogues aux sinistres «hameaux stratégiques» de l'impérialisme américain au Vietnam. La population y est constamment contrôlée et fichée par l'armée ou par des fantoches des racistes pour empêcher toute liaison avec la guérilla.

Comme l'ont fait tous les colonialistes et les impérialistes, le régime de Smith combat une guerre de libération en tentant d'isoler et de dissocier les combattants du peuple. Pour cela, il a quadrillé le pays. Il y a des zones «opérationnelles» interdites : les villages ont été rasés, les cultures détruites, toute personne qui s'y trouve est immédiatement abattue. Il y a des zones «protégées» où plus d'un demi-million de paysans ont été déportés dans des «aldeamentos» analogues aux sinistres «hameaux stratégiques» de l'impérialisme américain au Vietnam. La population y est constamment contrôlée et fichée par l'armée ou par des fantoches des racistes pour empêcher toute liaison avec la guérilla.

de sécurité. Dans presque tous les cas, les personnes tuées ou blessées au cours d'infractions au couvre-feu avaient été avec des terroristes ou allaient en rencontrer... Malheureusement, ce n'est pas la première fois que l'évêque Lamont tente de dénigrer les forces de sécurité dans l'exercice de leur devoir ordinaire de maintenir la loi et l'ordre et de protéger la vie et la propriété des Rhodésiens.

Depuis, en août, l'évêque Lamont a été condamné à plusieurs mois de prison pour «complicité avec les terroristes».

Au sujet de ces assassinats, l'évêque d'Umtali, Mgr Lamont, écrivait en juin dernier, dans «Le Rhodesia Herald», à Salisbury : «Quelles instructions sont données aux forces de sécurité pour faire feu sur ceux qui ont enfreint le couvre-feu ? Est-ce que les autorités responsables vont prendre des mesures pour que ce massacre insensé d'êtres humains soit arrêté immédiatement ? Est-ce que les autorités vont agir pour corriger l'impression largement répandue que tout ce qui est noir est une cible légitime après le couvre-feu pour quiconque dispose d'un fusil ?»

Réponse d'un porte-parole de Smith : «Epargner une seule personne enfreignant le couvre-feu remettrait en question nos succès contre les terroristes et mettrait en danger les forces



L'armée raciste force les habitants d'un village à regarder les cadavres de quatre de leurs victimes.

Le massacre de Karima

Non contents de faire régner une terreur quotidienne, l'armée raciste monte de sinistres mises en scène pour «faire un exemple» grâce au massacre d'un village «suspect».

Le 12 juin 1975, l'armée a ouvert le feu sur les habitants du village de Karima. Vingt d'entre eux furent tués, parmi lesquels neuf enfants. Voici les faits tels qu'ils furent décrits par des témoins («Commission Justice et Paix de l'église catholique rhodésienne»).

Le soir du 12, les habitants

du village de Karima furent convoqués à un meeting par huit hommes armés se présentant eux-mêmes comme «terroristes». Cinquante personnes, y compris les femmes et les enfants assistaient à ce meeting. Le chef du village y fut accusé d'être vendu et fut battu à coups de bâton, il poussa des cris ; puis soudain, il partit se cacher derrière sa hutte avec les «terroristes». A ce moment une grenade éclata en plein milieu de la foule, et des hommes de l'armée rhodésienne apparurent, tirant à dix mètres de distance. Beau-

coup de villageois furent tués à ce moment. Les autres se dispersèrent, mais les soldats continuèrent à tirer dans le village.

Le lendemain, le chef du village revint avec les soldats et le commissaire du district qui menait une enquête. Il n'était pas blessé. Les survivants du massacre de Karima pensent qu'il ne s'agissait pas de guérilleros, mais d'un piège monté par l'armée rhodésienne qui eut ainsi un prétexte pour tirer sur les habitants d'un village. Deux jours après, l'armée

faisait paraître le communiqué suivant :

«Dans la nuit du 12 juin, une patrouille fut alertée par les cris d'un homme battu dans sa hutte. En approchant, la patrouille fut prise sous le feu des terroristes. Dans la fusillade, vingt personnes furent tuées. La victime de l'atrocité des terroristes était le chef du village qui a survécu à cet attentat. Encore une fois d'innocentes personnes ont été contraintes, le fusil dans le dos, à assister à des atrocités commises contre leur chef de tribu.»

MASSACRES, TERREUR

Enquête de J.P CHAMPAGNY

LA PROPAGANDE DES RACISTES

Appel à la délation Publicité pour la répression

REWARDS

Government will pay substantial rewards to anyone who volunteers more information which leads to the death or capture of terrorists or their supporters and the capture of their weapons.

The names of anyone giving information will remain secret.

The amounts of the rewards offered by Government are—

- Five thousand dollars for a senior terrorist leader.
- Two thousand five hundred dollars for a terrorist group leader.
- One thousand dollars for a terrorist.
- One thousand dollars for each terrorist vehicle seized.
- One thousand dollars for each terrorist heavy weapon.
- Five hundred dollars for each terrorist machine gun.
- Three hundred dollars for each terrorist light personal weapon.
- Three hundred dollars for each full box of terrorist ammunition.
- Three hundred dollars for each full box of terrorist grenades.
- Three hundred dollars for each full box of terrorist anti-personnel mines.

These rewards will not be payable to a civil servant who is engaged on duties connected with anti-terrorist activities or to a member of the Security Forces, unless he obtained the information while he was off-duty.

By order of the Government of Rhodesia.

14/11/74. Printed by the Government Printer, Salisbury.

Le gouvernement paie des récompenses substantielles à quiconque donnera des informations conduisant à la mort ou à la capture de terroristes ou de ceux qui les soutiennent et à la saisie de leurs armes. Cinq mille dollars pour un dirigeant important. Deux mille cinq cents dollars pour un chef de groupe terroriste. Mille dollars pour un terroriste, etc.

Traductions

THIS MAN WAS WISE



1 He saw a terrorist
2 He made a report
3 ... and he was well rewarded

BUT THESE PEOPLE ARE SUFFERING!



4 They helped the terrorists
5 Some went to prison for 15 years
6 others had their cattle sold

Cet homme est sage : il a vu un terroriste, il fait un rapport, il est récompensé. Mais ces gens souffrent : ils ont aidé les terroristes, les uns vont en prison pour quinze ans, les autres ont leur bétail confisqué.

«Gagner les cœurs et les esprits»

«Gagner les cœurs et les esprits», c'est la devise de la guerre psychologique que pratique l'armée raciste, à l'instar des colonialistes français en Algérie et de l'impérialisme US. En voici un exemple :

En janvier 1974, l'armée passait un film dans les écoles du district de Mont Darwin, pour tenter de décourager tout appui aux combattants des maquis. Des témoins racontent : «Le film était en couleurs et montrait trois guérilleros entrant dans un village où on leur donnait à manger et où ils se reposaient. Le lendemain matin, ils quittent le village et partent dans la brousse. Une patrouille de l'armée relève leurs empreintes et appelle du renfort par

radio. Un hélicoptère amène un groupe de soldats blancs dont l'un tient en laisse une hyène. La hyène emmène les soldats à une clairière où se trouve le camp des guérilleros. Ceux-ci sont tués. La séquence suivante montre la hyène toujours tenue en laisse qui se jette sur les trois corps horriblement mutilés, mangeant le cerveau de l'un, déchirant le ventre de l'autre pour en dévorer les entrailles. La caméra reste sur cette scène très longuement. Ensuite, on montre le chef du village voisin arrêté parce qu'il n'a pas dénoncé les guérilleros. Le film se termine par des récompenses de hyènes. Dans la salle, des enfants étaient malades, d'autres s'évanouissaient»

Pour sa sale guerre, le régime raciste recrute des mercenaires aux quatre coins du monde. Mais il pratique aussi l'enrôlement forcé des Africains. C'est ainsi que des jeunes répondant à des annonces de

presse pour un emploi dans les chemins de fer se trouvent incorporés de force. D'autres sont simplement enlevés par l'armée et se retrouvent en première ligne pour servir de chair à canon aux racistes.



DANS NOTRE COURRIER

2^e Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France 31 octobre - 15 novembre 1976 ASNIÈRES-BOIS-COLOMBES

12 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Film «O Salto» sur l'immigration clandestine portugaise
Petit théâtre (C.A.S.)
16 place de l'Hôtel de Ville
Asnières

13 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Le théâtre Tempo du Mulhouse présente :
«Mataram um emigrante»
«Ils ont tué un immigré»
Groupe de musique Mass Devia

PARIS 20^e

9 novembre - Cinéma Mémorial Palace. Métro Mémorial
20 h 30 - **Rempart d'argile**. Film de J.L. Bertucelli.
Soirée sur l'impérialisme - La Palestine

13 novembre - Théâtre Mémorial - 15, rue du Retrait

14 h 30 - Les comédiens immigrés de Grenoble présentent : **La Charette**. Pièce jouée en français et arabe
16 h - Musique avec des groupes du quartier
17 h 30 - Film : **La fin du dialogue**

8 au 14 novembre - Animation de rue sur le thème : **Les enfants de travailleurs immigrés, la culture et l'école**

LYON

10 novembre - 10, rue Lanterne (près des Terreaux)
20 h - Soirée musicale Maghrébine
Restauration - Bar.

Petit-Fort-Philippe : le béton et l'acier

La bourgeoisie a décidé d'opprimer les travailleurs jusqu'à la limite du possible. Mais la hargne des capitalistes envers les masses connaît-elle des limites ?

Il faut dénoncer la situation dans laquelle se trouve Petit-Fort-Philippe, hameau au bord de la Mer du Nord, rattaché à la commune de Gravelines. La population (environ 5 000 habitants) voit le village reculer de jour en jour sous la pression du béton et de l'acier. En effet, voici encore quatre ou cinq ans on pouvait faire de longues promenades dans les dunes pendant plusieurs kilomètres. Puis la bourgeoisie française s'est rendue compte que si elle voulait concurrencer le capitalisme européen, il fallait agrandir le port de Dunkerque qui était à l'époque à 15 km de Petit-Fort-Philippe.

Aujourd'hui les belles dunes ont entièrement disparu et le port est là, tout près à 2 km. Comme si cela ne suffisait pas une centrale nucléaire vient achever le désastre. Plus question pour les habitants de se promener : au bout de 300 mètres, ils se heurtent au grillage de la centrale, plus question de chasser ou de faire semblant de chasser dans les dunes ; il n'y en a plus, plus question de pêcher tout est

pollué... Mais les technocrates inhumains de la bourgeoisie ne vont pas s'arrêter là ! Ils prévoient pour dans quelques années, une extension du port de Calais qui arriverait à environ 2 km de Petit-Fort-Philippe et de Grand-Fort-Philippe, la ville voisine. L'état de béton se resserre ! Les travailleurs se retrouvent parqués comme des bêtes dans un enclos d'où ils peuvent sortir bien sûr, mais alors ils se retrouvent au milieu des réservoirs de carburant des usines polluantes, du bruit des machines. Cet enfer, ils ne le connaissent que trop bien puisqu'ils y passent 8 à 10 H par jour ou par nuit, quand ils ne sont pas au chômage !

L'invasion capitaliste doit cesser ! Vive la liberté ! Vive le socialisme !

M.C. Mar-en-Barœul

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

front rouge
ORGANE CENTRAL
du
PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste
Novembre 1976
N° 10 5 F



FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris

Le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal... 300 F
Abonnement de soutien... 500 F
Abonnement de soutien... F

Mode de Versement :
En une fois...
En trois fois...

NOM (en capitales).....
Prénom.....

Adresse.....

Ville.....

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

41^e épisode

« Moi, je l'aimerais toujours bien. Mais pour le moment, c'est plus raisonnable qu'on ne se voie plus. »

« MARIE-JEANNE. »

Busard mit la lettre dans sa poche.

« Le ménage ne va déjà plus? lui demanda sa sœur Hélène. »

— Elle t'a dit quelque chose?

— Oh! elle, on ne sait jamais ce qu'elle pense. Mais toi, tu as tout l'air d'avoir perdu l'étape contre la montre. »

C'était son habitude d'employer tout de travers des termes de cyclisme, quand elle plaisantait son frère.

« Marie-Jeanne est fatiguée, dit Busard. C'est tout. Je vais faire un tour avant de rentrer à la boîte. N'oublie pas de me laisser quelque chose à manger, pour quand je rentrerai, à quatre heures du matin... »

Il reprit son vélo et monta jusque chez moi, dans la montagne. Je l'avais revu deux fois après le Circuit. Le lundi à la clinique et nous avions commencé de faire amitié. La veille chez Jambe d'Argent, où il m'avait longuement raconté son projet et tous les obstacles déjà surmontés.

Il arriva après dix heures, tout en sueur. Il me tendit silencieusement la lettre. Je la lus et la passai à Cordélia.

« Aucune importance, dis-je à Busard. Fais semblant de rien. Et demain, elle te dira tout le contraire. »

— Vous ne la connaissez pas?

— Ne prends jamais pour argent comptant les paroles d'une femme avec qui tu as une affaire d'amour.

— Ne l'écoutez pas, dit Cordélia. D'abord, c'est un fat. Ensuite, il ne pense pas ce qu'il dit.

— Si tu tiens vraiment à cette fille, dis-je à Busard, fais comme je te dis. Ne réponds pas à sa lettre. Ne va pas la voir. Et avant huit jours c'est elle qui viendra te chercher.

— Ne le croyez pas, dit Cordélia. Il va bientôt vous dire qu'il a une recette pour faire ramper les femmes. Mais ce n'est pas vrai. Il n'y croit pas lui-même. C'est seulement un fat. »

Nous disputâmes un moment ces divers points. Busard nous regardait silencieusement.

« C'est bientôt l'heure que je rentre à la boîte, dit-il... Si toutefois c'est encore utile que je gagne ces 325 000 francs... »

— Ce qu'il attend, dit Cordélia, c'est que nous fassions quelque chose pour le réconcilier avec Marie-Jeanne. »

Elle lui demanda ce qu'il avait raconté à Chatelard, qui pût tellement irriter la jeune femme.

Il raconta la discussion.

« Des enfantillages », dit Cordélia.

Je fus agacé qu'il eût floué le vieux délégué, dont j'avais souvent eu l'occasion d'apprécier l'intelligence claire et la fermeté d'âme.

« Tu n'es pas un homme, dis-je. Tu te laisses mener par le bout du nez par une petite garce. »

Cordélia réagit vivement. Nous discutâmes la question.

(à suivre)

CINÉMA

«LE GRAND SOIR», UN FILM
DE FRANÇOIS REUSSER

... LES PAUMÉS DU PETIT MATIN»

Lausanne, ses buildings modernes, ses usines, le lac Léman que la bourgeoisie suisse traverse pour aller, en face, à Evian, jouer au casino : tel est le décor du film de Francis Reusser, «Le Grand Soir». Léon, une sorte de marginal, un peu poète sur les bords, surveille ces grands immeubles pour le compte des propriétaires. C'est dans le sous-sol de l'un d'eux qu'il rencontre un groupe de «révolutionnaires léninistes» qui publie un journal «Que Faire». Léa, qui fait partie du groupe tombe amoureuse de Léon. Ils font une ballade sur le lac, Léon lui parle de la vie amoureuse de Lénine. Puis Léon change d'emploi : il devient démarcheur à domicile. Peu à peu, des liens se nouent entre le groupe et lui. Mais tout se gâte un jour où Léon, après avoir assisté à la projection d'un montage sur la nécessité de la violence armée, revient avec un sac plein d'armes. Exclu du groupe sans jamais en avoir fait partie, il se retrouve en prison. Quant à Léa, revenue voir Léon à sa sortie, elle retrouvera sa chambre vide à l'exception d'une bande magnétique qui déclare : «je t'aime passionnément».

Pour l'auteur, le film a pour cible «le discours des militants». A vrai dire, le tableau du groupe révolutionnaire est caricatural. Le plus clair du temps, leur activité consiste à se réunir dans le sous-sol d'un luxueux immeuble pour discuter de questions de principes. Certes, ils ont (et en particulier, Léa) le désir de se lier aux masses, mais leurs tentatives semblent

désespérément vouées à l'échec. Lors d'une distribution de tracts, ils se font jeter dehors par les flics du patron, sans aucune réaction de la part des travailleurs. L'auteur s'appesantit également sur une prise de parole devant un groupe de H.L.M. : les appels à la lutte et à la solidarité des membres du groupe se

tuel, désorienté par le manque de perspectives révolutionnaires dans son pays, d'autant plus que le poids de la collaboration de classes, mise en place en 1937 par la «Paix du Travail», accord passé entre les syndicats et le patronat, reste encore important en Suisse.

Ce qui est difficilement

puisqu'il est rejeté du groupe sans que l'on cherche à transformer sa conception du monde. Dans ses rapports avec Léa, il se montre humain, proche du peuple, décidé à mettre ses actes en accord avec ses pensées. Dans la séquence finale, l'auteur abat ses cartes : ce qui compte pour lui, c'est l'amour, la passion des deux



heurtent à l'indifférence générale : les fenêtres restent vides, la cour déserte.

Face à une telle image des militants révolutionnaires la critique est d'autant plus négative que le film se garde bien de nous donner le moindre élément de compréhension de la situation de la lutte des classes en Suisse. Un des rares passages intéressants du film se situe d'ailleurs lorsque l'un des membres du groupe tente de tirer le bilan d'une lutte où il est intervenu. Mais le plus grave ne consiste pas dans cette critique, qui peut se comprendre comme le reflet de l'état d'esprit d'un intellec-

acceptable, de la part d'un cinéaste qui a réalisé en 1970 un film positif sur la lutte du peuple palestinien («Biladi»), c'est l'alternative qu'il présente à l'action révolutionnaire. En effet, le personnage de Léon incarne, en quelque sorte, la position de l'auteur. On peut le définir comme un «provocateur» dans le sens où il agit comme une sorte de révélateur sur le groupe en général, et Léa en particulier.

En prenant leurs discours au pied de la lettre (voir l'épisode des armes), il montre leur impuissance, leur sectarisme également,

héros, plus que leur pratique politique ; et la scène a d'autant plus de poids que le film nous a longuement montré les difficultés rencontrées par le couple formé par Léa et Raoul, le «leader» du groupe.

Francis Reusser résume son film par la formule suivante : «je t'aime passionnément» dit le poète à la révolutionnaire. Belle manière, en effet de résumer le désir de l'auteur : mettre le mouvement révolutionnaire des masses à la remorque des problèmes idéologiques de la petite-bourgeoisie.

J.P. BOULOGNE

programme télé

LUNDI 8 NOVEMBRE

TF 1

10 h 30 - Télévision scolaire
13 h 00 - TF1 Actualités
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 35 - Gédéon
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour - feuilleton de D. St Alban
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte !
20 h 00 - TF1 Actualités
20 h 30 - «La flotte se mouille», film américain d'E. J. Montagne (1964)
21 h 55 - «La guerre des demoiselles», film de l'INA, de G. Guillaume et J. Labruno
22 h 55 - TF1 Actualités

A 2

13 h 35 - La télévision régionale
18 h 35 - Le palmarès des enfants

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible
20 h 00 - Journal de l'A2
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Alain Decaux raconte... «La tragédie de Ciano»
22 h 55 - L'huile sur le feu - émission préparée par P. Bouvard
23 h 35 - Journal de l'A2

FR 3

18 h 45 - La chronique du mois
19 h 05 - Sports 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR3 Actualités
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma Public : «L'homme de loi» - western de M. Winner (1970)
22 h 10 - FR3 Actualités

ZIMBABWE : QUEL JEU JOUE M^r SMITH

Les discussions qui ont eu lieu à Genève à la dernière session plénière de la conférence sur l'indépendance du Zimbabwe ont porté sur la date de l'indépendance : les mouvements de libération ont exigé que ce point soit traité en premier. Il ne sert à rien en effet de discuter de la composition du gouvernement intérimaire et de son rôle tant que l'indépendance reste un objectif vague et flou : pour la délégation du Zimbabwe, ce serait discuter dans un an au plus, et celle des racistes, deux ans, il n'y a pas qu'une question de mois : un an, c'est la dernière concession que

sont prêts à faire les mouvements de libération, deux ans le délai dont Smith a besoin pour mettre sur pied le gouvernement intérimaire tel qu'il le conçoit c'est-à-dire un gouvernement de collaborateurs africains des racistes.

Rentré à Salisbury, mais laissant son ministre Van der Byl pour négocier, Smith, pour marquer son échec a multiplié les déclarations racistes, disant qu'il voulait un gouvernement de la majorité, mais «un gouvernement responsable» ! Il a ajouté qu'il appréciait la «modération» d'un des délégués du Zimbabwe, l'évêque Muzorewa. Il s'agit d'une tactique déjà ancienne des racistes qui consiste à diviser les mouvements de

libération, à faire succéder les tentatives de corruption aux emprisonnements et à la répression : mais cette tactique est usée : à la conférence comme dans la lutte armée, les patriotes présentent un front commun.

A supposer que la question de la date de l'indépendance soit résolue, le point le plus important des négociations sera la question du gouvernement intérimaire : pour Smith, il s'agit d'un «gouvernement multiracial» où il y aurait autant de ministres blancs que de ministres noirs, c'est-à-dire constitué sur une base raciste ; c'est d'ailleurs la conception que Smith a de l'«égalité» puisque actuellement il «partage» les

terres : une moitié pour les 270 000 blancs, l'autre moitié pour les 5 millions d'Africains ! En fait, un tel gouvernement, où de plus les racistes prétendraient détenir les portefeuilles de la défense et de la police, leur permettraient de déserter les patriotes, de gouverner avec des collaborateurs africains et de pouvoir faire appel contre la guérilla à une intervention impérialiste en tant que «gouvernement légal», ce que Smith ne peut faire actuellement. Mais ce n'est qu'un rêve, car la position des patriotes est claire : le gouvernement intérimaire ne doit pas être composé suivant des critères raciaux, mais par une élection au suffrage universel avec collège unique qui désignera le premier ministre, les ministres étant désignés en fonction du nombre de voix recueillies ; le minimum de 10 % requis ne vise pas à éliminer les blancs en tant que tels, mais les partis racistes.

Sous le terme de «gouvernement intérimaire», il y a deux conceptions opposées et contradictoires : les dernières manœuvres des racistes d'un côté, de l'autre le passage rapide à l'indépendance, droit légitime du peuple du Zimbabwe.



Les racistes Vorster et Smith : les peuples d'Afrique Australe les chasseront

J.P.C

QUEL «GOUVERNEMENT DE LA MAJORITÉ» ?

L'Afrique du Sud a déjà indiqué qu'elle est prête à accepter une sorte de gouvernement de la Majorité du style Bantoustan, pour le Zimbabwe. (...) Ce type de gouvernement de la Majorité signifie le maintien du système socio-économique, comme celui du système gouvernemental avec ses fonctionnaires, ses commissaires de district, ses chefs fantoches, etc. La seule différence sera un changement de personnel. Une petite élite noire aura la possibilité de jouir des privilèges réservés aux blancs jusqu'à présent. Selon les propositions soumises à Prétoria en novembre 1974, les Africains ayant achevé le cycle primaire, plus une année d'étude, seront qualifiés pour voter. C'est-à-dire 4 % seulement de la population africaine. Mais ces 4 % rendraient l'électorat noir légèrement supérieur à l'électorat européen. Voilà ce qu'on appelle un «gouvernement de la Majorité», car la majorité des électeurs sera noire !

Mais comme le système d'oppression restera inchangé, cela signifie que les oppresseurs cherchent à séparer les 4 % de la population la mieux éduquée des masses et les séduire pour qu'ils aident à opprimer les masses plus durement et plus efficacement d'avant. Il est bien connu que ce type de système électoral est facile à manipuler et que même si un plus grand nombre d'Africains étaient appelés à voter, il n'y aurait pas de différence. Les circonscriptions peuvent être arrangées de façon à ce que de nombreux Africains ne

forment qu'un petit nombre de circonscriptions, tandis qu'une poignée de Blancs peuvent constituer plus de circonscriptions. La séparation raciale des terres actuellement en vigueur rend ce genre de manipulation très aisé.

Un autre truc utilisé contre les Africains à l'époque de la Fédération et envisagé encore pour l'avenir est d'investir des Africains d'un certain nombre de postes sonnant bien et grassement rémunérés, mais sans aucune responsabilité ni pouvoir. Donc, si un «compromis» était réalisé, où la moitié ou plus du cabinet consistait en visages noirs, cela ne signifie pas que les Africains auraient une part «égale» des pouvoirs du gouvernement ! Soumis à certaines pressions, Smith serait trop heureux d'inviter quelques fantoches africains à venir «partager le pouvoir» avec lui, en les récompensant par des sinécures lucratives, mais s'assurant en fait que les pouvoirs de contrôle demeurent dans les mains des colons blancs.

...Un tel accord va à l'encontre des intérêts des travailleurs et des paysans de Zimbabwe. Il est inacceptable. Il entraînerait le désarmement de l'armée de libération populaire, dont un bon nombre de membres serait intégré aux forces de sécurité rhodésiennes. Aucun Zimbabween révolutionnaire ne l'acceptera jamais...

(Traduit de Chimu Renga, organe du Zanu, dans Libération Afrique)

octobre 76

Liban : Sarkis et les forces arabes s'inclinent devant Israël

Alors que les forces arabes sont attendues au Liban par le président Sarkis, les fascistes libanais ont bombardé sauvagement la zone ouest de Beyrouth et la ville de Tripoli, contrôlées par les forces patriotiques. Ce qu'ils veulent, c'est imposer un rapport de force en leur faveur avant l'arrivée des troupes arabes. Pendant ce temps, Sarkis manœuvre. Il a nommé, en violation des derniers accords du Caire, le colonel Hajj, officier libanais, à la tête des forces arabes alors qu'il était prévu que se soit d'une autre nationalité arabe. Le plus grave, c'est la présence massive des forces syriennes qui n'envisagent plus leur retrait du Liban, se mettant sous la direction de Sarkis. Sur les 30 000 soldats de la force arabe, au moins 23 000 seront des Syriens ; les autres pays auront ainsi envoyé symboliquement quelques soldats, donnant ainsi une couverture aux forces d'agression syriennes, qui se trouvaient déjà en difficultés.

Au sud, les provocations fascistes et sionistes se poursuivent. Alors qu'elles sont présentes au sud depuis quelques mois seulement, à l'encontre de la volonté des masses libanaises, les forces fascistes libanaises multiplient leurs déclarations au sujet de cette zone. «La présence des Palestiniens au sud ne sera plus tolérée» ; «je refuse l'application de l'accord libano-palestinien du

Caire de 1969», accord qui prévoit la présence de la Résistance au sud pour qu'elle puisse combattre l'Etat d'Israël. «Nous n'acceptons plus aucune présence palestinienne au sud Liban et sur toute l'étendue du territoire libanais» et même la présence des forces arabes. Les forces fascistes occupent une région où la population est considérée comme suspecte à cause de ses liens étroits

avec la Résistance Palestinienne. Plusieurs massacres ont déjà eu lieu et d'autres se préparent. Comme faisaient les sionistes, les maisons des patriotes sont dynamitées.

La collaboration étroite des fascistes avec les Israéliens a été confirmée par le chef d'état-major des observateurs de l'ONU qui a expliqué qu'Israël convoite le sud du Liban.

Il semble bien que ce ne soit pas le problème du président Sarkis, qui rejoint en cela tous les chefs d'Etat libanais précédents. Il montre en cela de quel côté il se range : du côté des forces fascistes, sionistes et impérialistes contre les forces patriotiques arabes et en premier lieu la Résistance Palestinienne. Depuis des années, la population du sud a montré qu'elle était capable de se défendre seule, sans l'appui de l'Etat libanais, qui a toujours fui devant les attaques israéliennes. La population du

sud saura défendre encore ses terres !

YASSER ARAFAT : PLUS DE FERMETÉ ET DE LUTTE POUR REMPORTE LA VICTOIRE

Dans une interview qu'il a accordée à des journalistes en Mauritanie, Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP a déclaré : la Révolution Palestinienne «ne compte que sur nos bras et nos fusils» ; montrant par là leur volonté de continuer la lutte. Il a ajouté : «La Révolution Palestinienne est appelée à plus de fermeté et plus de lutte en vue de remporter la victoire sur les ennemis» ; expliquant que la victoire ne peut être remportée par des conférences, comme celle de Genève qui est préparée par les deux super-puissances. Il a conclu en disant que le peuple palestinien mènera la lutte pour son émancipation et le retour dans sa patrie.

La position des mouvements de libération sur le gouvernement intérimaire

- 1) Il devra y avoir une élection sur la base de «un homme, une voix» pour désigner le premier ministre.
- 2) Le nombre de ministres représentant chaque parti sera directement proportionnel au nombre de voix recueillies par chacun.
- 3) La distribution des portefeuilles sera à la seule discrétion du premier ministre.
- 4) Aucun parti obtenant moins de 10% des voix ne pourra avoir droit à une représentation au Conseil des ministres.

L'ONU a condamné, vendredi, la France, pour sa complicité avec le régime raciste d'Afrique du Sud. La résolution stigmatise «la collaboration dans les domaines nucléaire et militaire entre le régime de minorité raciste d'Afrique du Sud et tous les autres pays, en particulier les USA, la France, Israël, la République Fédérale d'Allemagne, et le Royaume Uni.»

• JAPON : Les pêcheurs japonais se sont rassemblés, le 3 novembre, à Sapporo, pour protester contre les pénétrations des bateaux de pêche soviétiques dans les eaux côtières japonaises. Le rassemblement s'est poursuivi par une manifestation où plus de 700 pêcheurs et ouvriers de la pêche ont défilé derrière des pancartes où on lisait : «les chalutiers soviétiques dehors !»